

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1163
27 novembre 1974

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trentième session

RENSEIGNEMENTS, TRANSMIS CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1159 (XLI)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, CONCERNANT LA COOPERATION AVEC
LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX REGIONAUX QUI S'OCCUPENT DE
LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Le Conseil économique et social a adopté, lors de sa quarante et unième session, la résolution 1159 (XLI) ^{1/} relative à la coopération avec les organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent des droits de l'homme. Aux termes de cette résolution, le Conseil, désireux d'utiliser tous les renseignements et données d'expérience possibles en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'égard de tous, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou de religion a, entre autres, invité le Secrétaire général à prendre des mesures pour que la Commission puisse échanger des renseignements sur les questions relatives aux droits de l'homme avec le Conseil de l'Europe, la Commission inter-américaine des droits de l'homme, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme.

La communication en date du 18 novembre 1974 jointe à la présente note a été reçue du Conseil de l'Europe, en réponse à l'invitation que lui avait faite le Secrétaire général de transmettre des renseignements dans le cadre de l'échange prévu par les dispositions de la résolution précitée.

^{1/} Cette résolution a été adoptée à la 1445ème séance plénière du Conseil, le 5 août 1966.

Communication à la Commission des Droits de l'Homme
des Nations Unies sur les activités du Conseil de l'Europe
dans le domaine des droits de l'homme
au cours de l'année 1974

TABLE DES MATIERES

Paragrapbes

Introduction

I.	Etat d'application de la Convention européenne des Droits de l'Homme	1 - 4
II.	Activités de la Commission européenne des Droits de l'Homme	5 - 17
III.	Activités de la Cour européenne des Droits de l'Homme	18 - 20
IV.	Activités du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne la mise en oeuvre de la Convention européenne des Droits de l'Homme	21 - 24
V.	Autres activités du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en rapport avec les droits de l'homme	25 - 30
VI.	La Charte Sociale Européenne	31
VII.	Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe	32 - 33
VIII.	Publications	34

Communication à la Commission des Droits de l'Homme
des Nations Unies sur les activités du Conseil de l'Europe
dans le domaine des droits de l'homme
au cours de l'année 1974

Introduction

A la demande du Secrétaire Général des Nations Unies, faite en conformité avec les termes de la Résolution 1159 (XLI) du 5 août 1966 de l'ECOSOC, le Conseil de l'Europe avait adressé à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies des rapports relatifs à ses activités dans le domaine des droits de l'homme en 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973. Le rapport pour 1968 avait été communiqué à la Commission sous la référence E/CN.4/L.1042/Add.2. Il faisait suite au rapport du Conseil de l'Europe à la Conférence de Téhéran (A.CONF.32/L.9), lequel résumait les activités du Conseil dans ce domaine, jusqu'à la fin de 1967. Le rapport pour 1969 avait été communiqué à la Commission sous la référence E/CN.4/L.1117/Add.1, celui de 1970 sous la référence E/CN.4/L.1057/Add.1, celui de 1971 sous la référence E/CN.4/L.1089/Add.1, celui de 1972 sous la référence E/CN.4/1120 et celui de 1973 sous la référence E/CN.4/1139.

Suite à une nouvelle demande du Secrétaire Général des Nations Unies, le Conseil de l'Europe a élaboré un nouveau rapport sur ses activités dans le domaine des droits de l'homme en 1974.

I. Etat d'application de la Convention européenne des Droits de l'Homme

1. Le 3 mai 1974, la France a ratifié la Convention européenne et les Protocoles N°s 1, 3, 4 et 5, ce qui a porté à seize (1) le nombre des Etats Parties à ces instruments.

./.

-
- (1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, République Fédérale d'Allemagne, France, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Suède, Turquie et Royaume-Uni.

Le nombre des Etats Parties au deuxième Protocole est resté de quinze.

2. A la même date, la France a reconnu la juridiction obligatoire de la Cour européenne des Droits de l'Homme (Article 46 de la Convention), ce qui porte à treize le nombre des Etats ayant reconnu cette clause facultative (Autriche, Belgique, Danemark, République Fédérale d'Allemagne, France, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas (y compris Surinam), Norvège, Suède et Royaume-Uni (y compris dix-huit territoires d'Outre-Mer)).

Le nombre des Etats Parties ayant reconnu la compétence de la Commission européenne des Droits de l'Homme à être saisie de requêtes individuelles (Article 25 de la Convention européenne) est resté de douze.

3. A la fin de 1974, le Protocole N° 4 à la Convention, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier protocole additionnel (1) était en vigueur dans dix Etats : Autriche, Belgique, Danemark, République Fédérale d'Allemagne, France, Islande, Irlande, Luxembourg, Norvège et Suède. Tous ces gouvernements ont également étendu leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour européenne aux requêtes concernant les droits garantis par ce quatrième protocole. Neuf de ces gouvernements ont étendu leur acceptation aussi de la compétence de la Commission à être saisie de requêtes individuelles.

4. L'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme qui est entré en vigueur le 17 avril 1971, était ratifié au 1er décembre 1974 par neuf Etats (Belgique, Chypre, Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Malte, Norvège, Suède et Royaume-Uni).

II. Activités de la Commission européenne des Droits de l'Homme

A. Requêtes étatiques

a) Irlande contre Royaume-Uni

5. Cette requête, introduite par le Gouvernement de la République d'Irlande contre le Gouvernement du Royaume-Uni et qui a trait à la situation en Irlande du Nord, avait été déclarée recevable en 1972. Commencé en 1973, l'examen du fond de l'affaire s'est poursuivi en 1974. Cette année a été presque entièrement consacrée à l'enquête sur les faits de la cause, enquête confiée à un groupe de Délégués de la Commission.

./.

(1) Interdiction de l'emprisonnement pour dettes ; liberté de circuler et de choisir sa résidence ; liberté contre les expulsions de son pays et droit d'y entrer ; interdiction des expulsions collectives d'étrangers.

Du 25 février au 2 mars à Strasbourg, les Délégués ont entendu treize témoins au sujet des allégations du Gouvernement irlandais relatives à l'article 3 de la Convention (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants). La suite de cette audition, prévue pour le 4 mars, due être reportée en raison des mesures de sécurité spéciales exigées par le Gouvernement britannique. L'audition fut reprise du 2 au 11 mai à la base aérienne militaire de Sola près de Stavanger, mise à disposition par le Gouvernement norvégien ; 34 témoignages y furent recueillis. Elle fut poursuivie du 12 au 15 juin, toujours à la base de Sola, où 14 personnes furent entendues.

Une nouvelle audition eut lieu à Strasbourg du 22 au 25 juillet à Strasbourg. Elle portait sur les allégations du Gouvernement irlandais relatives à l'article 14 de la Convention (prohibition de toute discrimination dans la jouissance des droits garantis), combiné avec les articles 5 (droit à la liberté et à la sûreté) et 6 (droit à un procès équitable). Les dépositions de cinq personnes furent recueillies par les Délégués.

En relation, de nouveau, avec les allégations du Gouvernement requérant relatives à l'article 3, une autre audition a eu lieu à Strasbourg du 28 au 30 octobre. Sept témoins furent entendus.

Si l'on tient compte des témoignages recueillis en 1973, ce sont 78 personnes qui ont déjà été entendues dans cette affaire.

b) Chypre contre Turquie

6. Le 19 septembre 1974, la Commission a été saisie d'une requête introduite au nom du Gouvernement de Chypre contre le Gouvernement de la Turquie. Cette requête concerne la situation issue de l'intervention turque à Chypre et il y est allégué la violation des dispositions suivantes de la Convention :

- Article 1er (Disposition de caractère général)
- Article 2 (Droit à la vie)
- Article 3 (Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants)
- Article 4 (Suppression de l'esclavage, de la servitude, du travail forcé ou obligatoire)
- Article 5 (Droit à la liberté et à la sûreté des personnes)
- Article 6 (Droit à un procès équitable par un tribunal indépendant et impartial)
- Article 8 (Droit au respect de la vie privée et familiale)

- Article 13 (Droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale contre la violation des droits garantis par la Convention)
- Article 14 (Interdiction de la discrimination dans la jouissance de ces droits).

La requête se réfère également à l'article 1er du Protocole Additionnel à la Convention (Protection de la propriété) et à l'article 17 de la Convention, qui dispose qu'aucune des dispositions de cet instrument ne peut être interprétée comme impliquant un droit quelconque d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la Convention ou à des limitations plus amples que celles qui y sont prévues.

Le Gouvernement turc a immédiatement été invité à présenter par écrit ses observations sur la recevabilité de la requête. D'autre part, la Commission a invité le Gouvernement requérant à lui soumettre de plus amples détails sur les allégations formulées.

B. Requêtes individuelles

7. Du 1er janvier au 8 novembre 1974, 410 nouvelles requêtes individuelles ont été enregistrées. Durant cette même période, la Commission a statué sur la recevabilité de quelque 300 requêtes, dont 4 ont été déclarées recevables :

a) Ingrid Brückmann contre la République Fédérale d'Allemagne

8. La requérante, une jeune fille de 17 ans, avait fui Berlin-Est en 1972, pour se réfugier à Berlin-Ouest, où elle avoua le meurtre de son père, et fut arrêtée. En août 1973, la cour d'appel de Berlin-Ouest rendit une décision autorisant la remise de la jeune fille aux autorités Est-allemandes en vue de son jugement.

La requête fut déclarée recevable en mai 1974, en tant notamment qu'elle concernait les articles 3 (interdiction des traitements inhumains et dégradants) et 5 (droit à la liberté et à la sûreté) invoqués par la requérante.

Depuis lors, la loi sur l'entraide judiciaire dans les affaires inter-allemandes a été modifiée avec extension à Berlin-Ouest. Se fondant sur les nouvelles dispositions, le Parquet général a révoqué son consentement à la remise de la jeune fille aux autorités Est-allemandes. Celle-ci demeure donc maintenant détenue à Berlin-Ouest en vue d'être jugée dans cette ville.

b) Handyside contre le Royaume-Uni

9. Propriétaire d'une maison d'édition à Londres, le requérant se proposait de publier un livre intitulé "Petit livre rouge à l'usage des écoliers", traduction en langue anglaise d'un original en danois. Avant même la publication, de nombreux exemplaires furent saisis par les autorités britanniques et le requérant fut condamné à une amende pour avoir détenu à des fins commerciales un ouvrage obscène. Une édition revue a paru par la suite et est actuellement en vente au Royaume-Uni.

M. Handyside s'est plaint devant la Commission des mesures prises contre le "Petit livre rouge", mesures qu'il estime contraires notamment à l'article 10 de la Convention (liberté d'expression) et à l'article 1 du Protocole additionnel (droit au respect des biens). Sa requête a été déclarée recevable en avril 1974.

c) X. contre le Royaume-Uni

10. Cette requête concerne les peines corporelles en vigueur dans l'Ile de Man. Le requérant, un jeune garçon de 18 ans, s'est plaint d'avoir été fouetté en exécution d'une décision judiciaire fondée sur la loi sur la juridiction sommaire de 1960 valable pour l'Ile de Man, prévoyant de telles sanctions pour les enfants et jeunes gens de sexe masculin.

En juillet 1974, la Commission a déclaré cette requête recevable pour examiner au fond les griefs du requérant tirés des articles 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) et 14 (non-discrimination) de la Convention.

d) Hätti contre la République Fédérale d'Allemagne

11. Déjà condamné à plusieurs reprises pour inceste, le requérant se plaint devant la Commission de la durée d'une nouvelle procédure pénale ouverte contre lui en 1970 et invoque son droit à être jugé dans un délai raisonnable, selon l'article 6 de la Convention. Après avoir fourni, sur demande de la Commission, diverses informations sur le déroulement de l'affaire, le Gouvernement de la République Fédérale a renoncé à une procédure contradictoire sur la recevabilité de la requête. En octobre 1974, la Commission a décidé de retenir la requête. Par contre, elle a déclaré irrecevable un autre grief du requérant, concernant la prétendue insuffisance des soins médicaux qui lui sont donnés en prison en raison d'une grave maladie des yeux.

C. Règlements amiables

12. Deux affaires se sont terminées en 1974 par un règlement amiable conclu sous l'égide de la Commission selon l'article 28, lettre b), de la Convention :

a) Amekrane contre le Royaume-Uni

13. Impliqué dans un attentat manqué contre le roi du Maroc en 1972, le lieutenant-colonel Amekrane des forces aériennes marocaines, s'était enfui à Gibraltar. Après une courte détention, il fut remis aux autorités marocaines. Condamné à mort par un tribunal marocain, il fut exécuté en janvier 1973. Introduite par sa veuve, de nationalité allemande, la requête, dirigée contre le Royaume-Uni, se fondait sur les articles 3 (interdiction des traitements inhumains et dégradants), 5 (droit à la liberté et à la sûreté) et 8 (respect de la vie familiale) de la Convention. Aux termes du règlement intervenu entre les parties, le Gouvernement britannique, sans reconnaissance d'aucune violation de la Convention, a versé à Madame Amekrane, une indemnité de 37.500 Livres sterling.

b) Gussenbauer contre l'Autriche

14. Cette affaire portait sur la non-rémunération des avocats chargés d'office d'un mandat en vertu du système d'assistance judiciaire gratuite.

Avocat à Vienne, désigné pour assurer la défense de deux personnes au pénal - désignation qu'il n'aurait pu décliner sans s'exposer à des sanctions -, le requérant alléguait qu'il avait été, de ce fait, astreint à un "travail forcé", au sens de l'article 4 de la Convention. Il soulignait que ses frais mêmes ne lui avaient pas été intégralement remboursés. Il se prétendait en outre l'objet d'une discrimination (article 14 de la Convention), l'obligation de représentation gratuite ne frappant que les membres du barreau et non ceux des autres professions juridiques.

En exécution du règlement intervenu, le requérant s'est vu rembourser par le Gouvernement autrichien les frais qu'il avait encourus du fait de la procédure devant la Commission. Celle-ci, en entérinant le règlement, a pris note d'une déclaration du Gouvernement selon laquelle ce dernier, à l'occasion de l'approbation des règlements des barreaux autrichiens, veillera à une répartition équitable des mandats d'assistance judiciaire entre les avocats.

D. Rapports établis conformément à l'article 31 de la Convention

15. Au cours de l'année 1974, la Commission a rédigé et adopté son rapport final dans cinq affaires. Quatre d'entre elles ont été portées par la Commission devant la Cour européenne des Droits de l'Homme : (voir ci-dessous, par. 19)

- Trois affaires portent sur des questions syndicales et concernent principalement l'application de l'article 11 de la Convention (liberté de réunion et d'association). Il s'agit des affaires suivantes : Syndicat national de la Police belge contre la Belgique, Lokmannaförbundet contre la Suède, Schmidt et Dahlström contre la Suède.
- Une affaire concernant les punitions disciplinaires privatives de liberté applicables aux militaires et la procédure selon laquelle elles sont infligées. Issue de plusieurs requêtes introduites individuellement contre les Pays-Bas par des soldats de l'armée néerlandaise, cette affaire met en jeu, essentiellement, les articles 5 (droit à la liberté et à la sûreté) et 6 (droit à un procès équitable) de la Convention.

16. Une cinquième affaire, Kamma contre les Pays-Bas, a fait l'objet d'un rapport de la Commission selon l'article 31 de la Convention. Dans sa requête, M. Kamma, qui avait été arrêté et détenu comme soupçonné d'extorsion et de vol, se plaignait que la police eût mis à profit sa détention préventive pour enquêter contre lui sur un autre crime, sans qu'une information judiciaire eût été ouverte.

*

* *

17. Parmi les autres requêtes individuelles examinées par la Commission en 1974, on peut citer :

- Quelque 190 requêtes individuelles relatives à la situation en Irlande du Nord, dont l'examen se poursuit parallèlement à celui de la requête étatique mentionnée plus haut.
- Les requêtes introduites contre le Danemark par MM. et Mmes Kjeldsen, Madsen et Pedersen et qui ont trait à l'éducation sexuelle obligatoire dans les écoles.

- Plusieurs requêtes concernant la liberté d'expression par la voie de la presse : Geillustreerde Pers N.V. contre les Pays-Bas, Sunday Times contre le Royaume-Uni, Telebiella contre l'Italie.
- Les requêtes introduites par Mlle Berberich, M. Mahler et d'autres personnes affiliées à la "Bande Baader-Meinhof" et qui ont trait à leur détention et aux procédures pénales ouvertes contre elles en République Fédérale d'Allemagne.
- La requête de Mme Ilse Hess contre le Royaume-Uni, concernant la détention de son mari, l'ancien chef nazi Rudolf Hess, à la prison de Spandau.

III. Activités de la Cour européenne des Droits de l'Homme

18. La Cour européenne des Droits de l'Homme a rendu le 7 mai 1974 un arrêt sur la question de l'application de l'article 50 de la Convention dans l'affaire Neumeister qui concerne la République d'Autriche.

Par un premier arrêt, du 27 juin 1968, la Cour avait décidé

- à l'unanimité, qu'il y avait eu violation de l'article 5, par. 3 de la Convention en ce que le maintien de Neumeister en détention provisoire s'était prolongé au-delà d'un délai raisonnable ;
- par cinq voix contre deux, qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 6, par. 1 quant à la longueur de la procédure pénale intentée en 1961 contre le requérant ;
- à l'unanimité, qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 5, par. 4 de la Convention, ni de l'article 6, par. 1, en ce qui concerne la procédure suivie pour l'examen des demandes de mise en liberté introduites par le requérant.

Par l'intermédiaire de la Commission, M. Neumeister a demandé à la Cour, en septembre 1971, de lui accorder pleine réparation pour le préjudice matériel et moral qu'il prétendait avoir subi en raison de la durée excessive de sa détention provisoire. Tenant compte de divers éléments et notamment d'une remise conditionnelle de peine que le Président de la République avait accordée au requérant par voie de grâce, la Cour a décidé par son arrêt du 7 mai 1974, à l'unanimité, que la République d'Autriche devait verser à M. Neumeister, au titre de ses frais d'avocat, un montant de 30.000.- schillings autrichiens ; elle a rejeté la demande pour le surplus, comme non fondée.

✓ Pour l'action du Comité des Ministres, voir le paragraphe 24 ci-après.

19. Au début du mois d'octobre, la Commission européenne des Droits de l'Homme a saisi la Cour des quatre affaires suivantes :

- Syndicat national de la police belge ;
- Syndicat suédois des conducteurs de locomotives ;
- Schmidt et Dahlström ;
- Engel et autres.

Les trois premières affaires ont trait principalement au droit à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts (article 11 de la Convention européenne des Droits de l'Homme).

L'affaire Syndicat national de la police belge a son origine dans une requête introduite devant la Commission par le syndicat, le 5 mars 1970. L'association requérante défend les intérêts professionnels de l'ensemble du corps de la police communale ; elle groupe environ 75 % des membres de la police belge. Elle allègue une violation de la Convention en ce que l'Etat belge refuse de l'accueillir comme l'une des organisations les plus représentatives, l'excluant ainsi de la consultation syndicale telle qu'elle est prévue par la législation belge.

A l'origine de l'affaire Syndicat suédois des conducteurs de locomotives se trouve une requête dont ce syndicat avait saisi la Commission le 6 juillet 1972. Le syndicat compte environ 1200 membres, employés de la Compagnie des chemins de fer suédois et qui travaillent sur des locomotives. L'association requérante allègue une violation de la Convention en ce que l'Office national des négociations collectives a refusé, à partir d'octobre 1968, de conclure avec elle une nouvelle convention réglant les modalités d'emploi et les conditions de travail. Ce refus reflétait la politique de l'office consistant à passer, dans la mesure du possible avec les quatre grandes centrales syndicales de Suède, des conventions générales applicables à tous les employés de l'Etat.

L'affaire Schmidt et Dahlström a son origine dans une requête introduite devant la Commission le 9 juin 1972 par M. Schmidt, professeur à l'Université de Stockholm, et par M. Dahlström, capitaine dans l'armée suédoise. Les deux requérants sont membres chacun d'un des quatre grands syndicats qui groupent en Suède les employés de l'Etat. Ils allèguent une violation de la Convention en ce que le gouvernement leur a refusé le bénéfice de l'effet rétroactif d'une augmentation de traitement parce qu'ils appartiennent à des syndicats qui avaient ordonné en 1971 des grèves par secteur après l'échec de négociations tendant à la conclusion d'une nouvelle convention collective.

A l'origine de l'affaire Engel et autres se trouvent cinq requêtes introduites contre les Pays-Bas en décembre 1971 par MM. Engel, van der Wiel, de Wit, Dona et Schul qui accomplissaient à l'époque leur service militaire dans les forces armées néerlandaises. Tous les cinq avaient été punis pour différentes infractions à la discipline militaire ; les punitions consistaient, selon le cas, en plusieurs jours d'arrêt légers, d'arrêts aggravés, d'arrêt de rigueur ou d'affectation à une compagnie disciplinaire. Chacun d'entre eux se plaignit à l'officier chargé des affaires disciplinaires, puis recourut auprès de la Cour suprême militaire qui confirma les punitions.

Les requérants allèguent conjointement une violation des articles 5, 6 et 14 de la Convention. Ils estiment que leur punition constitue une privation de liberté contraire, quant au fond et quant à la procédure, à l'article 5 de la Convention, que la procédure des autorités militaires, y compris celle de la Cour suprême militaire, ne répond pas aux exigences de l'article 6 et que leur privation de liberté avait un caractère discriminatoire.

MM. Engel, Dona et Schul allèguent en plus une violation, dans leur cas, de plusieurs autres articles de la Convention.

Conformément à la Convention, des chambres de la Cour, composées chacune de sept juges, ont été constituées pour connaître de ces affaires, dont deux, les affaires concernant le Royaume de Suède, seront jugées par une seule chambre.

20. Les 11 et 12 octobre se sont déroulés à Strasbourg des audiences publiques dans l'affaire Golder que le gouvernement du Royaume-Uni avait déférée à la Cour en septembre 1973.

A l'origine de cette affaire se trouve une requête introduite devant la Commission par M. Golder. M. Golder alléguait que le refus du Secrétaire à l'Intérieur d'autoriser la consultation d'un "solicitor" pendant qu'il purgeait une peine de prison, en vue d'intenter une action civile pour diffamation contre un officier de police, l'avait privé de son droit d'accès à un tribunal, enfreignant ainsi l'article 6, par. 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

La Chambre qui avait été constituée pour l'examen de cette affaire s'est dessaisie en mai 1974 au profit de la Cour plénière en application de l'article 48 du règlement.

IV. Activités du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne la mise en oeuvre de la Convention européenne des Droits de l'Homme

21. Au cours de l'année 1974, le Comité des Ministres a été appelé à se prononcer une fois en vertu de l'article 32 de la Convention européenne dans l'affaire dite "des Fourons" contre la Belgique.

22. C'est le 25 mai 1964 qu'une organisation non gouvernementale, l'Association régionale pour la défense des libertés, agissant pour le compte de 165 chefs de famille habitant le territoire des Fourons, a introduit devant la Commission européenne des Droits de l'Homme, une requête dans laquelle les requérants se plaignaient du fait que le régime linguistique de l'enseignement en vigueur dans les Fourons depuis 1963 violerait le droit à la vie familiale, le droit à l'instruction et le principe de non-discrimination fondé notamment sur la langue, qui sont protégés par les articles 8 et 14 de la Convention et l'article 2 du premier Protocole additionnel.

La Commission européenne des Droits de l'Homme a déclaré la requête recevable le 15 décembre 1964. La tentative de règlement amiable prévue à l'article 28 de la Convention ayant échoué, la Commission a rédigé son rapport qu'elle a transmis au Comité des Ministres le 27 mai 1971.

Après examen de cette affaire, le Comité des Ministres a adopté, le 29 avril 1974, la Résolution DH (74) 1 qui se lit ainsi :

RESOLUTION DH (74) 1

REQUETE N° 2209/64

"HABITANTS DES FOURONS CONTRE LA BELGIQUE"

(adoptée par le Comité des Ministres
le 30 avril 1974, lors de la
231e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres,

A. Vu l'article 32 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée "la Convention") ;

Vu le rapport de la Commission européenne des Droits de l'Homme établi conformément à l'article 31 de la Convention au sujet de la requête introduite le 25 mai 1964 par l'"Association régionale pour la défense des libertés" agissant pour le compte de 165 chefs de famille habitant le territoire des Fourons, requête dite "Habitants des Fourons contre la Belgique" et portant le N° 2209/64 ;

Considérant que la Commission a transmis ledit rapport au Comité des Ministres le 27 mai 1971 et que le délai de trois mois prévu à l'article 32, paragraphe 1, de la Convention s'est écoulé sans que l'affaire ait été déférée à la Cour par application de l'article 48 de la Convention ;

B. Considérant que, dans leur requête, les requérants se sont plaints du fait que le régime linguistique de l'enseignement en vigueur dans les Fourons depuis 1963 violerait les articles 8 et 14 de la Convention et l'article 2 du premier Protocole additionnel ;

Considérant que le 15 décembre 1964 la Commission a déclaré la requête recevable, en ce qui concerne les articles 8 et 14 de la Convention et l'article 2 du premier Protocole additionnel ;

Considérant que, dans son rapport adopté le 30 mars 1971, la Commission a été unanimement d'avis que la législation réglant la création et le subventionnement des écoles francophones dans les six communes des Fourons violerait, dans le cas des requérants, l'article 2, première phrase, du premier Protocole additionnel, combiné avec l'article 14 de la Convention ;

Considérant par contre que la Commission a été d'avis par 11 voix contre 1, que la législation incriminée ne violait pas l'article 8, premier paragraphe, combiné avec l'article 14 de la Convention ;

C. Vu le mémorandum du Gouvernement belge en date du 7 janvier 1974 ;

Ayant pris en considération le fait que la révision de la Constitution intervenue en Belgique n'a été achevée, en ce qui concerne les matières pertinentes pour la présente affaire, que le 24 décembre 1970 et que la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions constitutionnelles a nécessité de nombreuses mesures d'application, telles que les lois des 3, 21 et 26 juillet 1971 ;

Ayant pris en outre en considération le fait que la susdite révision a, notamment, confirmé l'existence de quatre "régions linguistiques", à savoir la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région bilingue de Bruxelles-capitale et la région de langue allemande, en même temps qu'elle conférait une existence constitutionnelle à trois "communautés culturelles", française, néerlandaise et allemande, qui sont dotées de pouvoirs propres ;

Tenant compte de ce qu'en exécution de l'arrêté royal du 10 mai 1973 (Moniteur belge du 24 mai 1973, page 6477) et des quatre arrêtés royaux du 19 octobre 1973 (Moniteur belge du 20 décembre 1973, pages 14659 et suivantes), les écoles francophones dans les six communes des Fourons qui ne bénéficiaient pas de subsides peuvent dès à présent en jouir pour l'année scolaire 1973-1974, alors que la création de nouvelles écoles francophones subsidiées y a été en même temps rendue possible et réalisée ;

D. Ayant procédé au vote conformément aux dispositions de l'article 32, paragraphe 1, de la Convention,

a. Prend acte de l'avis exprimé le 30 mars 1971 par la Commission, conformément à l'article 31, paragraphe 1, de la Convention ;

b. Prend acte des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires qui régissent en Belgique la matière dont il s'agit, et notamment des arrêtés royaux des 10 mai et 19 octobre 1973 ;

c. Décide en conséquence qu'il n'y a pas lieu de prendre d'autres mesures dans la présente affaire.

23. Au cours de l'année 1974, le Comité des Ministres a été appelé à exercer une fois les fonctions qui lui sont conférées par l'article 54 de la Convention européenne qui prévoit que "l'arrêt de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution."

24. En novembre 1974, le Comité des Ministres, dans l'exercice de ses fonctions que lui confère l'article 54 de la Convention, a examiné la suite donnée par le Gouvernement autrichien à l'arrêt rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans l'affaire Neumeister (Voir paragraphe 18 ci-dessus).

M. Fritz Neumeister a introduit, le 2 juillet 1963, devant la Commission européenne des Droits de l'Homme, une requête contre la République d'Autriche invoquant la violation de plusieurs dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Il se plaignait en particulier de la durée de sa détention préventive.

La Commission européenne a déclaré recevables, le 6 avril 1964, trois des griefs du requérant et dans son rapport du 17 août 1966, elle a estimé qu'il y avait eu violation de l'article 5, paragraphe 3 de la Convention en ce que le requérant n'a pas été jugé "dans un délai raisonnable" et en ce que sa cause n'a pas été entendue dans un "délai raisonnable" au sens de l'article 6, paragraphe 1.

L'affaire a été déférée à la Cour européenne des Droits de l'Homme le 7 octobre 1966.

Dans son arrêt du 27 juin 1968, la Cour européenne, tout en ne retenant pas deux autres griefs du requérant, a conclu à l'existence d'une violation de l'article 5, paragraphe 3 de la Convention en ce que le maintien en détention du requérant s'était prolongé au-delà d'un délai raisonnable.

Dans son arrêt postérieur du 7 mai 1974 concernant une demande de satisfaction équitable, la Cour a estimé à l'unanimité que la demande du requérant n'était pas fondée, sous réserve que la République d'Autriche aurait à verser au requérant, au titre de ses frais d'avocat, un montant de 30.000 schillings.

Le Comité des Ministres a constaté que, conformément à l'obligation qui lui incombe aux termes de l'article 53 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, le Gouvernement autrichien a exécuté l'arrêt de la Cour du 7 mai 1974.

Le Comité des Ministres a également constaté que sa tâche consistant à surveiller l'exécution des arrêts de la Cour, en accord avec l'article 54 de la Convention, a pris fin dans cette affaire.

V. Autres activités du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en rapport avec les droits de l'homme

a) Droit au respect de la vie privée affectée par la presse et les autres moyens de communication de masse et les réalisations scientifiques et technologiques modernes.

25. Suite à l'adoption de la Recommandation 509 (1968) de l'Assemblée relative aux droits de l'homme et aux réalisations scientifiques et technologiques modernes et également sur proposition du Comité d'experts en matière de droits de l'homme, le Comité des Ministres avait décidé, en avril 1968, l'inscription du point suivant au Programme de travail pour 1968/69 :

"Etude du droit au respect de la vie privée affecté par

- a) la presse et les autres moyens de communication de masse et
- b) les réalisations scientifiques et technologiques modernes. Etude de l'opportunité de préparer une recommandation aux gouvernements".

En raison des aspects techniques complexes de la question et des problèmes de droit civil et pénal qu'elle peut soulever, le Comité des Ministres avait décidé de charger le Secrétariat d'inscrire ce point à l'ordre du jour du Comité d'experts en matière de droits de l'homme, du Comité européen pour les problèmes criminels et du Comité européen de coopération juridique, en demandant à chacun de ces organes d'examiner les incidences du problème dans son domaine respectif.

Le Comité d'experts en matière de droits de l'homme a examiné, en premier lieu, comment le droit au respect de la vie privée est affecté par les réalisations scientifiques et technologiques modernes. Il a achevé l'examen de ces aspects du problème et a adopté son rapport le 9 octobre 1970. Des informations sur ce premier volet de la question ont été données dans la communication relative à l'année 1971 (E/CN.4/L.1089/Add. 1).

Pour ce qui est du droit au respect de la vie privée affectée par la presse et les autres moyens de communication de masse, le Comité d'experts a adopté son rapport qui a été communiqué par le Comité des Ministres au C.C.J. et au C.E.P.C. pour que ceux-ci les prennent en considération dans la préparation de leurs travaux relatifs au respect de la vie privée.

Dans son rapport, le Comité d'experts en matière de droits de l'homme estime qu'il n'est ni possible ni opportun de donner une définition précise des moyens de communication de masse.

Si jusqu'ici, la presse, la radio et la télévision sont le plus susceptibles d'affecter la vie privée, d'autres méthodes de divulgation et de diffusion comportant des risques semblables tant du point de vue de la protection de la vie privée, ne doivent pas être écartées.

En établissant des règles qui doivent maintenir un équilibre entre les intérêts des personnes privées attachées à la protection de la vie privée et les intérêts représentés par les moyens de communication de masse, il convient de tenir compte du fait que les moyens de communication normalement couverts par ce terme peuvent remplir une fonction essentielle dans l'intérêt général du public, qui a un droit à bénéficier de la libre circulation des informations. En même temps, c'est précisément en raison de leur effet de masse que, du point de vue de la protection de la vie privée, ces moyens de communication comportent des dangers tels qu'ils nécessitent des règles spéciales.

Le principe fondamental qui a guidé le Comité d'experts dans ses travaux est que le droit au respect de la vie privée doit être respecté par les moyens de communication de masse ainsi que par les particuliers et les autorités publiques.

Le Comité a dû, par contre, porter son attention surtout sur celles des formes d'utilisation d'information se rapportant à la vie privée, qui sont propres aux moyens de communication de masse. On vise ici la publication de ces informations, ainsi que la présentation publique de faits relevant de la vie privée, indépendamment de la manière dont ces éléments livrés au public ont été recueillis.

Dans son rapport, le Comité a affirmé que toute publication par les moyens de communication de masse qui constitue une ingérence dans la vie privée, doit être considérée illicite.

Le Comité a suggéré dans son rapport que le Comité des Ministres recommande aux gouvernements de proposer l'adoption de règles de droit tendant à assurer une protection efficace de la vie privée contre les ingérences des moyens de communication de masse selon les principes développés dans le rapport. Toutefois, étant donné le caractère spécifique des moyens de communication de masse et le rôle qu'ils jouent auprès du public, les solutions pour faire face aux atteintes qu'ils peuvent porter à la vie privée, relèvent également du dialogue entre les gouvernements en tant que représentants de l'intérêt général et les organismes professionnels représentant les moyens de communication de masse.

Le Comité estime souhaitable de recommander aux gouvernements membres de suivre régulièrement l'incidence de l'activité de ces moyens sur le respect de la vie privée par le biais de contacts réguliers avec les organismes professionnels représentant les moyens de communication de masse. C'est surtout par de tels contacts que des solutions adéquates, suppléant aux lacunes dont souffrira la législation en cette matière, pourront être dégagées d'un commun accord.

Sur le plan européen, le Comité d'experts estime que le problème de la vie privée tel qu'affecté par les moyens de communication de masse, devrait également faire l'objet d'un examen régulier, déjà pour que des solutions européennes puissent éventuellement être trouvées, pour faire face aux menaces que pourraient faire peser sur la vie privée de nouvelles formes de moyens de communication de masse tels que les vidéo-cassettes, la transmission des émissions de télévision par câbles et par satellites.

b) Conseils de presse

26. Par sa Recommandation 582 (1970) qui constitue le prolongement des travaux du Colloque sur les droits de l'homme et les moyens de communication de masse organisé à Salzbourg du 9 au 12 septembre 1968, par l'Assemblée avec l'assistance du Gouvernement fédéral d'Autriche, l'Assemblée avait demandé au Comité des Ministres "d'inviter les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à encourager les organisations professionnelles à créer des conseils de presse chargés de faire respecter une discipline librement consentie, ces conseils étant habilités à s'occuper des atteintes portées aux principes déontologiques par tout organe de la presse de ces Etats."

Après avoir examiné cette Recommandation, le Comité des Ministres avait décidé en mai 1970 "d'inviter les Etats membres qui l'ont pas encore fait, à encourager les organisations professionnelles à créer des conseils de la presse chargés de faire respecter une discipline librement consentie, ces conseils étant habilités à s'occuper des atteintes portées aux principes déontologiques par tout organe de la presse de ces Etats." Les Ministres ont d'autre part "chargé le Comité d'experts en matière de droits de l'homme d'étudier un certain nombre de questions et de formuler des recommandations à leur sujet, parmi lesquelles ... la création de conseils de presse à la lumière de l'expérience acquise dans les pays où de tels conseils existent déjà."

Le Comité d'experts en matière de droits de l'homme a présenté son rapport au Comité des Ministres sur cette question. Pour s'acquitter de la tâche qui lui avait été confiée, le Comité a cherché d'abord à recueillir une documentation approfondie sur les conseils de presse existants et sur leur fonctionnement, notamment dans les pays membres du Conseil de l'Europe.

Le Comité a constaté que si le statut du conseil de presse varie assez sensiblement d'un pays à l'autre, sa caractéristique essentielle est l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics. Il s'ensuit que le conseil de presse est un organisme pour le fonctionnement duquel la presse est elle-même responsable. Ses fonctions principales sont la défense de la liberté de la presse et d'une information libre pour le public, ainsi que la protection effective des individus contre les abus de la presse. En exerçant cette dernière compétence, le conseil de presse examine des plaintes que les membres du public lui adressent contre des publications ou des journalistes. Ces plaintes sont examinées par le conseil de presse ou un organisme spécialisé de celui-ci, et la procédure peut aboutir à la décision du conseil de presse d'adresser aux publications et aux journalistes concernés un blâme ou une réprimande dont la valeur sera d'autant plus grande qu'ils seront publiés dans la presse.

Le Comité d'experts a été d'avis qu'il ne serait pas souhaitable pour le Conseil de l'Europe de prendre directement une initiative tendant à créer ou à développer des conseils de presse, essentiellement pour les raisons suivantes :

- Le conseil de presse étant une institution indépendante et professionnelle, il appartient d'abord aux milieux professionnels de l'établir et de la faire évoluer ;
- Le conseil de presse étant une institution créée volontairement, qui met en oeuvre un contrôle librement établi par la profession elle-même, il n'appartient pas aux Etats - ni aux organisations intergouvernementales - d'intervenir dans ce domaine.

Les arguments susmentionnés ne doivent pas être toutefois interprétés comme impliquant que l'existence des conseils de presse exclurait toute action législative de l'Etat lorsque cela paraît nécessaire pour la protection des individus ou pour la protection de l'information et de la presse.

Etant donné que les conseils de presse peuvent constituer un des instruments utiles susceptibles de contribuer à concilier la liberté de la presse et le besoin de protéger les droits des individus, le Comité d'experts a proposé que le Conseil de l'Europe devrait prendre l'initiative d'organiser une Conférence réunissant les représentants des conseils de presse existants et les représentants des milieux professionnels intéressés des Etats membres du Conseil de l'Europe. Une Table Ronde sur les Conseils de Presse a eu lieu à Stockholm les 26 et 27 septembre 1974. Elle a offert l'occasion d'un utile échange de vues et d'expériences sur le fonctionnement des conseils de presse qui existent dans des situations juridiques différentes.

c) Droits des minorités nationales

27. Le Comité des Ministres a examiné le rapport du Comité d'experts en matière de droits de l'homme relatif aux droits des minorités nationales. Le Comité des Ministres a approuvé la conclusion du Comité d'experts en matière de droits de l'homme suivant laquelle, du point de vue juridique, il n'est pas nécessaire que la protection des minorités nationales fasse l'objet d'un protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme, prévoyant des droits spécifiques au bénéfice desdites minorités. L'Assemblée a été informée de la conclusion susmentionnée et a reçu le rapport du Comité d'experts en matière de droits de l'homme.

d) Droit de réponse

28. Donnant suite à la Recommandation 582 (1970) de l'Assemblée et plus particulièrement au paragraphe 8 de celle-ci, le Comité des Ministres avait chargé le Comité d'experts en matière de droits de l'homme d'étudier les possibilités d'harmoniser certaines dispositions des législations nationales sur la presse, comme celles qui concernent le "droit de réponse".

Le Comité d'experts en matière de droits de l'homme a présenté son rapport sur cette question au Comité des Ministres, en janvier 1974.

Pour s'acquitter de la tâche qui lui avait été confiée, le Comité a fait d'abord l'inventaire de l'état du droit et de la pratique concernant le droit de réponse dans les différents pays grâce aux réponses au questionnaire préparé à cet effet. Il résulte de cette enquête que le droit de réponse comme institution juridique n'existe pas dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et que même dans ceux des Etats où un tel droit de réponse a été créé par le législateur, la réglementation prend trois formes différentes : elle permet d'obtenir soit la correction des faits prétendument incorrects et de répondre aux opinions concernant la personne intéressée ; soit la simple correction des faits prétendument incorrects ; soit la correction des faits dont la personne concernée devra cependant démontrer le caractère inexact. Les Etats qui n'ont pas institué un droit de réponse, possèdent néanmoins d'autres moyens de réparation soit juridiques, grâce en particulier à la législation sur la diffamation, soit professionnels et déontologiques par le canal du conseil de presse, qui tout en n'étant pas nécessairement l'équivalent du droit de réponse, jouent un rôle similaire.

Le Comité ayant passé en revue le champ d'application et le contenu du droit de réponse en tant qu'institution juridique, était parvenu à la conclusion qu'il était nécessaire d'examiner les possibilités d'harmonisation dans le cadre plus large des rapports de l'individu avec la presse en général. Dans ce contexte, le Comité était d'avis de régler les rapports de l'individu avec la presse, de manière à protéger celui-ci contre les atteintes injustifiées et contre la publication d'informations le concernant et contenant des faits inexacts. Ce principe devrait être appliqué non seulement dans le cas de la presse écrite, mais également pour la radio et la télévision et d'autres moyens de communication, pour autant que ceux-ci ont un caractère périodique.

Le Comité ne jugeait pas opportun d'élaborer un instrument juridique concernant les relations de l'individu avec la presse, et le droit de réponse en particulier. Les différences entre les législations nationales et les traditions juridiques des Etats membres du Conseil de l'Europe sont trop importantes pour offrir une possibilité d'harmonisation de la législation dans ce domaine et en particulier sur le droit de réponse, par un protocole à la Convention européenne des Droits de l'Homme reconnaissant le droit de réponse ou même dans un instrument juridique séparé. Le Comité estimait inopportun d'insérer dans la Convention européenne des Droits de l'Homme un principe général suivant les grandes lignes de la Convention américaine, car il est d'avis que le droit de réponse n'est pas un droit de l'homme au sens propre du terme. Pour ce motif, le Comité était parvenu à la conclusion que le Comité des Ministres pourrait adopter une recommandation aux gouvernements sur la situation de l'individu dans ses relations avec la presse, et en même temps recommander que dans le cas où les Etats envisageraient l'élaboration d'une législation dans le domaine du droit de réponse, ils prévoient une disposition concernant l'institution juridique du droit de réponse suivant les lignes exposées dans l'annexe à la Recommandation.

Le Comité des Ministres a adopté en juillet 1974 une Résolution sur cette question qui se lit ainsi :

RESOLUTION (74) 26

SUR LE

DROIT DE REPONSE -

SITUATION DE L'INDIVIDU A L'EGARD DE LA PRESSE

(adoptée par le Comité des Ministres
le 2 juillet 1974, lors de la
233e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres,

Considérant que le droit à la liberté d'expression comprend la liberté de recevoir et de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorité publique et sans considération de frontières, ainsi que le prévoit l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Considérant qu'aux termes de la même disposition, l'exercice de cette liberté comporte des devoirs et des responsabilités pour ce qui est notamment de la protection de la réputation ou des droits d'autrui ;

Considérant qu'il est souhaitable de mettre à la disposition de l'individu des moyens adéquats pour le protéger contre les informations contenant des faits inexacts le concernant et de le doter d'un recours contre la publication des informations, y compris les faits et les opinions, qui constituent une ingérence dans sa vie privée ou une atteinte à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation, que ces informations aient été mises à la disposition du public par la presse écrite, par la radio, par la télévision ou par tout autre moyen de communication de masse à caractère périodique ;

Considérant qu'il est également de l'intérêt de l'individu et du public de recevoir des informations de différentes sources qui garantissent ainsi la possibilité de disposer d'une information complète ;

Considérant qu'il convient par conséquent qu'à cet égard, les mêmes principes s'appliquent à tous les moyens de communication de masse, étant entendu que les moyens qui seront mis à la disposition de l'individu pourraient varier selon qu'il s'agit de la presse écrite, de la radio ou de la télévision ;

Considérant qu'il convient à ce stade de tenir compte seulement de la situation de l'individu vis-à-vis des moyens de communication à caractère périodique tels que la presse, la radio et la télévision et qu'il convient en particulier d'examiner la protection de l'individu contre les ingérences dans sa vie privée ou contre les atteintes à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation,

Recommande aux gouvernements membres que la situation de l'individu à l'égard des moyens de communication soit conforme aux principes minimaux suivants :

1. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées par un moyen de communication, l'individu concerné disposera d'une possibilité réelle d'obtenir la rectification, sans délai excessif, des faits inexacts le concernant et pour la rectification desquels il peut justifier d'un intérêt, cette rectification bénéficiant, autant que possible, de la même importance que la publication initiale.

2. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées dans les moyens de communication, l'individu concerné disposera d'un recours effectif contre la publication des faits et des opinions, qui constituent :

i. une ingérence dans sa vie privée sauf si un intérêt public légitime et primordial le justifie, si l'individu a consenti expressément ou tacitement à la publication ou si la publication est conforme en l'occurrence à une pratique généralement admise et qui n'est pas contraire à la loi ;

ii. une atteinte à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation, à moins que l'information ne soit publiée avec le consentement exprès ou tacite de l'individu concerné, ou que la publication ne soit justifiée par un intérêt public primordial et légitime et qu'il s'agisse d'une critique loyale basée sur des faits exacts.

3. Aucun des principes qui précèdent ne peut être interprété comme justifiant la censure.

4. Dans les principes énoncés ci-dessus :

i. le terme "individu" s'entend de toute personne physique et morale ainsi que de toute autre entité sans considération de nationalité ou de résidence, à l'exclusion de l'Etat et d'autres autorités publiques ;

ii. le terme "moyen de communication" s'applique à tous moyens de communication à caractère périodique destinés à la diffusion des informations au public, comme la presse, la radio et la télévision ;

iii. le terme "possibilité réelle d'obtenir la rectification" signifie toute possibilité qui peut être utilisée comme un moyen de recours, soit juridique, soit d'une autre nature, comme le droit de réponse, le droit de correction, ou le droit de recours aux conseils de presse ;

iv. le terme "recours" s'entend d'une forme de réparation soit juridique, soit d'une autre nature, comme en prévoit la loi sur la diffamation, ou tel que le droit de recours devant les conseils de presse, dont dispose tout individu sans limitation injustifiée, comme, par exemple, des frais exorbitants.

5. Les principes ci-dessus s'appliqueront à tous les moyens de communication sans distinction. Ceci n'exclut pas des différences dans l'application de ces principes à des moyens de communication particuliers, tels que la radio et la télévision, lorsque cela est nécessaire ou justifié par des différences de nature.

Recommande aux gouvernements membres, lorsqu'ils procéderont à l'adoption de mesures législatives concernant le droit de réponse, de prévoir un droit de réponse à la presse, à la radio et à la télévision et à l'égard de tout autre moyen de communication à caractère périodique, en accord avec les principes susmentionnés, sur le modèle des règles minimales annexées à la présente résolution.

A N N E X E

REGLES MINIMALES RELATIVES AU DROIT DE REPONSE A LA PRESSE, A LA RADIO, A LA TELEVISION ET A L'EGARD D'AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION A CARACTERE PERIODIQUE

1. Toute personne physique ou morale, ainsi que toute autre entité sans considération de nationalité ou de résidence, désignée dans un journal, un écrit périodique, dans une émission de radio ou de télévision, ou par tout autre moyen de communication à caractère périodique, et au sujet de laquelle des informations contenant des faits qu'elle prétend inexacts ont été rendus accessibles au public, peut exercer le droit de réponse afin de corriger les faits la concernant.

2. A la demande de la personne concernée, le moyen de communication de masse est tenu de rendre publique la réponse que cette personne lui aura fait parvenir.

3. La loi nationale peut prévoir, à titre d'exception, que la publication de la réponse pourra être refusée par le moyen de communication dans les cas suivants :

i. lorsque la demande de publication de la réponse n'est pas adressée au moyen de communication dans un délai raisonnablement bref ;

ii. lorsque la longueur de la réponse excède ce qui est nécessaire pour corriger l'information contenant les faits prétendument inexacts ;

iii. lorsque la réponse ne se limite pas à la correction des faits incriminés ;

iv. lorsqu'elle constitue une infraction punissable ;

v. lorsqu'elle est contraire aux intérêts juridiquement protégés des tiers ;

vi. lorsque l'individu concerné ne justifie pas de l'existence d'un intérêt légitime.

4. La publication de la réponse doit intervenir sans délai excessif et recevoir, autant que possible, la même importance que l'information contenant les faits prétendument inexacts.

5. La loi nationale désignera la personne à qui, en vue d'assurer l'exercice effectif du droit de réponse, la demande de publication de la réponse devra être adressée pour le compte de toute publication ou entreprise de presse, de radio ou de télévision ou de tout moyen de communication concerné. De la même manière sera désignée la personne qui sera responsable pour la publication de la réponse, et cette personne ne sera protégée par aucune immunité.

6. Les principes ci-dessus s'appliqueront à tous les moyens de communication sans distinction. Ceci n'exclut pas des différences dans l'application de ces principes à des moyens de communication particuliers tels que la radio et la télévision, lorsque cela est nécessaire ou justifié par des différences de nature.

7. Toute contestation sur la mise en oeuvre des règles qui précèdent sera portée devant le tribunal qui pourra ordonner la publication immédiate de la réponse.

e) 25e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et 20e anniversaire de la Convention européenne des Droits de l'Homme

29. A la lumière de la Recommandation 715 de l'Assemblée relative à ces deux anniversaires, le Comité des Ministres a proposé à son Président de s'associer au Président de l'Assemblée en vue de la publication d'un message marquant le 25e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le 20e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention européenne des Droits de l'Homme ; en conséquence, le texte suivant, également signé par le Secrétaire Général, a été publié à l'occasion de la journée des Droits de l'Homme, le 10 décembre 1973 :

"La communauté internationale célèbre aujourd'hui le 25e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Le Conseil de l'Europe est heureux de participer à cette célébration et fier d'avoir été parmi les premiers à appliquer la Déclaration universelle en concluant la Convention européenne des Droits de l'Homme. Cette Convention est entrée en vigueur en 1953 - il y a vingt ans -. 1973 est donc une double année anniversaire.

Dans la Convention européenne des Droits de l'Homme et ses protocoles, le Conseil de l'Europe a donné force juridique à dix-neuf droits distincts de la Déclaration universelle. Il a créé une Commission et une Cour européennes des Droits de l'Homme afin de garantir l'application effective de ces droits statutaires. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des États se sont mis d'accord pour soumettre leurs actions dans ce domaine vital à un contrôle international commun.

En un temps où les pays véritablement démocratiques représentent une faible minorité et où une grande partie de l'humanité se voit refuser certains des droits de l'homme les plus fondamentaux, il est particulièrement important que le Conseil de l'Europe maintienne les principes de la liberté de l'individu, de la liberté politique et de la primauté du droit, qui sont le fondement même de toute démocratie authentique."

Le Comité des Ministres a en outre chargé le Comité d'experts en matière de droits de l'homme de suivre l'évolution des activités de l'O.N.U. dans le domaine des droits de l'homme et de faire des propositions utiles en vue d'assurer la coordination nécessaire.

Pour ce qui est des propositions de l'Assemblée pour aider l'Institut International des Droits de l'Homme, le Comité des Ministres a accordé une subvention de 120.000 FF dans le budget du Conseil de l'Europe pour 1974. Il est convenu d'examiner à une réunion ultérieure les divers moyens de porter assistance à l'Institut International des Droits de l'Homme ainsi que la proposition de l'Assemblée en vue de la création d'un Fonds des Droits de l'Homme destiné à faciliter l'incorporation de l'Institut dans la future Université des Nations Unies.

Le Comité des Ministres a autorisé la réimpression dans les langues officielles et dans le cadre du crédit alloué en 1974 pour les publications relevant du programme d'information, de la brochure de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

f) Programme à court et à moyen termes du Conseil de l'Europe dans le domaine général des droits de l'homme

30. Suite à la Recommandation 683 (1972) de l'Assemblée relative aux suites à donner aux conclusions de la Conférence parlementaire sur les Droits de l'Homme qui avait eu lieu à Vienne du 18 au 20 octobre 1971, le Comité des Ministres avait décidé, en 1973 :

- (i) de charger le Comité d'experts en matière de droits de l'homme de faire connaître son avis sur les propositions jointes en Annexe à la Recommandation 683 et relatives à un programme à court et à moyen termes du Conseil de l'Europe dans le domaine général des droits de l'homme, après consultation de la Commission et de la Cour européennes des Droits de l'Homme ;
- (ii) de charger le Secrétaire Général de communiquer au Comité d'experts en matière de droits de l'homme, selon les besoins, les avis d'autres comités d'experts intergouvernementaux qui pourraient être intéressés à certains points de ce programme.

Après un échange de vues officieux avec les représentants de la Cour et de la Commission européennes des Droits de l'Homme, le Comité d'experts en matière de droits de l'homme a reçu les avis du Comité de coopération juridique, du Comité européen pour les problèmes criminels, du Comité social, du Comité européen de santé publique ainsi que du Conseil de la coopération culturelle. En adoptant le rapport au Comité des Ministres, le Comité d'experts en matière de droits de l'homme est parti de l'idée qu'il devait proposer un programme de travail du Conseil de l'Europe dans le domaine général des droits de l'homme dans son ensemble. Ce faisant, il a pris comme point de départ de son travail la Recommandation 683 de l'Assemblée.

Le Comité des Ministres, en octobre 1974, après avoir pris note du rapport du Comité d'experts en matière de droits de l'homme, a prié le Secrétaire Général de tenir compte des propositions formulées par le Comité d'experts en matière de droits de l'homme dans son projet de programme à court et à moyen termes lors de l'élaboration du plan à moyen terme des activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe et de leur soumettre des propositions définitives quant aux priorités de ce programme, et a chargé le Comité d'experts d'étudier, dans le cadre du Programme de travail pour 1975, les améliorations à apporter au mécanisme de mise en oeuvre de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

VI. La Charte Sociale Européenne

31. La Charte Sociale Européenne, qui est le pendant de la Convention des Droits de l'Homme dans le domaine social, a été signée le 18 octobre 1961. Elle est entrée en vigueur le 26 février 1965 après avoir été ratifiée par le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède, l'Irlande et la République Fédérale d'Allemagne. Depuis, elle a été ratifiée par le Danemark, l'Italie, Chypre, l'Autriche et la France.

La nature des droits garantis nécessite un système de contrôle original, fondé sur la soumission, par les Parties Contractantes, de rapports biennaux sur les matières couvertes par les dispositions de la Charte qu'elles ont acceptées. Des copies sont adressées à certaines organisations nationales d'employeurs et de travailleurs dont les commentaires sont transmis au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Un cycle de contrôle comporte l'examen de ces rapports par un Comité d'Experts Indépendants assistés d'un représentant de l'O.I.T. et par un Comité Gouvernemental. Leurs conclusions sont transmises à l'Assemblée Consultative et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Le Comité des Ministres peut, en vertu de l'article 29, faire toute recommandation nécessaire à chaque Partie Contractante.

Le premier cycle de contrôle avait pris fin le 12 novembre 1971 avec l'adoption de la résolution (71) 30 par le Comité des Ministres.

Le deuxième cycle de contrôle s'est achevé le 29 mai 1974 par l'adoption de la résolution suivante par le Comité des Ministres Résolution (74) 167 :

"Le Comité des Ministres,

Vu la Charte Sociale Européenne et notamment les dispositions de sa Partie IV ;

Ayant pris note avec satisfaction du deuxième rapport du Comité gouvernemental auquel sont annexées les conclusions II du Comité d'Experts Indépendants, et de l'Avis n° 64 de l'Assemblée Consultative, portant sur le premier rapport présenté par le Gouvernement de Chypre et les rapports présentés par les Gouvernements du Danemark, de la République Fédérale d'Allemagne, d'Irlande, d'Italie, de Norvège, de Suède et du Royaume-Uni, pour la période 1968-1969 ;

Agissant en vertu de l'article 29 de la Charte,

(a) Décide de transmettre aux gouvernements de ces Etats les Conclusions II du Comité d'Experts Indépendants, le deuxième rapport du Comité gouvernemental ainsi que l'Avis n° 64 de l'Assemblée Consultative ;

(b) Attire l'attention des gouvernements de ces Etats sur les observations formulées dans les documents mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, notamment en ce qui concerne les actions nécessaires en vue de rendre les législations et les pratiques nationales conformes aux obligations découlant de la Charte."

Le troisième cycle de contrôle couvre les années 1970 et 1971. Le Comité d'Experts Indépendants a terminé son travail en 1973 avec l'adoption des "Conclusions III". Au cours de l'année 1974, le Comité gouvernemental les a examinées et a adopté son rapport le 8 novembre. Conformément à l'article 28 de la Charte Sociale, les "Conclusions III" ainsi que le rapport du Comité gouvernemental seront transmis à l'Assemblée Consultative qui les examinera au début de 1975.

Le quatrième cycle couvrant les années 1972 et 1973 a commencé en 1974. Les rapports soumis par les Parties Contractantes sont déjà en cours d'examen par le Comité d'Experts Indépendants. Le travail de ce dernier se poursuivra en 1975. La France fera parvenir son premier rapport lors de ce cinquième cycle.

Dans leurs rapports respectifs concernant le 3e cycle de contrôle, les Experts Indépendants et le Comité gouvernemental ont estimé que les Parties Contractantes satisfont de plus en plus aux engagements qu'elles ont acceptés. Ils ont en particulier relevé un certain nombre de modifications des réglementations nationales motivées ou influencées par la Charte Sociale intervenues dans plusieurs pays. Ces progrès pratiques révèlent l'aspect dynamique du système de contrôle prévu par la Charte.

Aux exemples déjà cités lors de la précédente communication, on peut ajouter, entre autres, ceux-ci :

- En Suède, le renouvellement du permis de travail a été facilité après 1 an d'activité professionnelle, et l'octroi du permis de résidence, qui donne libre accès au marché du travail, intervient après deux ans de résidence au lieu de cinq.

- En République Fédérale d'Allemagne, où le regroupement familial n'est autorisé en principe et en l'absence d'accords internationaux particuliers qu'après 3 ans de résidence du travailleur migrant, il vient d'être décidé de ramener ce délai à un an pour tous les travailleurs ressortissants des autres Etats ayant ratifié la Charte (Article 19, paragraphe 6).
- Au Royaume-Uni, les autorités de l'Irlande du Nord envisagent de faciliter l'accès des étrangers à des logements sociaux (Article 19, paragraphe 4 (c)).
- En Irlande, un projet de loi a été présenté au Parlement en vue de prolonger les délais de préavis de licenciement, conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 4.
- En Irlande également, une nouvelle législation est actuellement en préparation pour réglementer le travail des enfants encore soumis à l'obligation scolaire dans tous les secteurs de l'économie (article 7, paragraphe 5). Par ailleurs, un projet de loi reprend quasi textuellement les termes du paragraphe 6 de l'article 7 garantissant l'inclusion des heures de formation professionnelle des jeunes travailleurs dans la durée normale du travail.

Enfin, on peut espérer qu'indépendamment des nouvelles ratifications qui peuvent intervenir de la part des Etats qui ont déjà signé la Charte, le nombre des engagements souscrits par les actuelles Parties Contractantes s'accroisse, notamment à la suite de modifications des législations internes. Dans ce domaine, on peut remarquer parmi les propositions de nouvelles méthodes qu'il a faites lors de son troisième rapport que le Comité gouvernemental aborde le problème des modalités de mise en oeuvre de l'article 22 de la Charte. Cet article concerne les rapports relatifs aux dispositions non encore acceptées par les Parties Contractantes.

Il faut noter que le système de contrôle représente également un moyen de communication privilégié entre les Experts gouvernementaux des Parties Contractantes, les organisations de travailleurs et d'employeurs, les Experts Indépendants, les parlementaires et le Comité des Ministres. Ce rôle permanent, bien que difficile à traduire en chiffres, ne peut que favoriser le progrès dans le domaine social.

VII. Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe

32. Au cours de l'année 1974, l'Assemblée a adopté les textes suivants en rapport avec les droits de l'homme :

- Résolution 572 (1974) relative à un Colloque sur l'évolution future des institutions démocratiques en Europe, qui se lit comme suit :

"L'Assemblée,

1. Réaffirmant son attachement aux principes de la démocratie, des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la prééminence du droit, le respect desquels est la principale obligation statutaire incombant à tout Etat membre du Conseil de l'Europe ;
2. Convaincue que le Conseil de l'Europe remplit une mission essentielle et éminemment politique en tant que gardien de la démocratie en Europe ;
3. Considérant que la démocratie parlementaire traditionnelle semble traverser une crise dans la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe ;
4. Considérant notamment que les parlements se heurtent à des difficultés croissantes dans l'exercice de leurs pouvoirs législatifs et de leurs pouvoirs de contrôle à l'égard de l'exécutif ;
5. Préoccupée de l'avenir de la démocratie et des institutions démocratiques en Europe ;
6. Considérant la nécessité d'adapter les institutions démocratiques aux exigences de la société contemporaine ;
7. Eu égard à l'échange de vues lors du Colloque sur "la science et le processus de prise de décision dans la société", tenu à Strasbourg en septembre 1973 à l'initiative de sa commission de la science et de la technologie, qui a fait ressortir la nécessité d'adapter les structures parlementaires et gouvernementales aux exigences de la société technologique moderne,

8. Décide :

a. de réunir un Colloque sur l'évolution future des institutions démocratiques en Europe, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'exécutif dans les démocraties parlementaires, et d'y inviter les responsables politiques, ainsi que des experts en droit constitutionnel, sociologie et sciences politiques ;

b. de charger sa commission des questions juridiques d'organiser ce colloque, en étroite collaboration avec la commission des questions politiques, la commission de la culture et de l'éducation et la commission de la science et de la technologie, et de lui soumettre un rapport sur les résultats et les conclusions dudit colloque."

- Recommandation 741 (1974) relative à la situation juridique de la femme qui se lit ainsi :

"L'Assemblée,

1. Considérant que l'Assemblée Générale des Nations Unies, par sa Résolution 3010 (XXVII), a proclamé l'année 1975 "Année internationale de la femme" ;

2. Rappelant sa Recommandation 504 (1967) relative à la situation politique, sociale et civique de la femme en Europe ;

3. Se félicitant de l'existence, tant en droit interne qu'en droit international, de règles, au nombre desquelles figure notamment l'article 14 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, interdisant toute discrimination fondée sur le sexe ;

4. Constatant, cependant, que la discrimination fondée sur le sexe est une réalité toujours présente dans certains aspects de nos sociétés, et que, si elle est souvent fondée sur des facteurs psychologiques, sociaux et économiques, elle se trouve également sanctionnée par bon nombre de dispositions de droit ;

5. Considérant que des questions relatives à l'application du principe de non-discrimination dans des domaines tels que la nationalité de la femme mariée et des enfants en cas de mariage mixte, le droit de la famille, la sécurité sociale de la femme non employée et le droit du travail doivent être résolues au niveau européen ;

6. Se félicitant du grand nombre d'initiatives et de projets de réforme entrepris dans lesdits domaines par le Conseil de l'Europe et ses Etats membres, ainsi que par les Communautés européennes ;

7. Prenant note avec satisfaction que le thème choisi pour la 14e Conférence des ministres européens chargés des Affaires familiales, qui se tiendra en 1975, est "L'égalité de l'homme et de la femme, ses incidences sur la vie familiale et l'action gouvernementale" ;

8. Soulignant en même temps l'importance qu'elle attache à ce que ces différents projets et initiatives soient menés à terme avec le maximum d'efficacité et de coordination ;

9. Rappelant, en ce qui concerne la nationalité de la femme mariée et des enfants en cas de mariage mixte, les solutions préconisées dans ses Recommandation 519 (1968), sur la nationalité de la femme mariée, et 696 (1973), sur certains aspects de l'acquisition de la nationalité ;

10. Considérant, en ce qui concerne le droit parental, que les deux parents doivent avoir des droits et des devoirs égaux envers leurs enfants mineurs, et qu'ils doivent exercer ces droits et s'acquitter de ces devoirs en commun et exclusivement dans l'intérêt de l'enfant ;

11. Rappelant, en ce qui concerne la sécurité sociale de la femme non employée, que le travail au foyer doit être considéré comme une activité économique ouvrant un droit immédiat aux prestations de la sécurité sociale ;

12. Considérant que bon nombre de mesures restent à prendre pour traduire dans la pratique le principe de l'inégalité de rémunération entre travailleurs masculins et féminins non seulement pour un travail égal, mais aussi pour un travail de valeur égale ;

13. Rappelant également que les dispositions destinées à protéger les femmes en raison de leurs nécessités particulières ou à abolir les discriminations à leur égard ne doivent pas avoir des incidences discriminatoires à l'égard des hommes,

14. Recommande au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe :

i. d'inviter instamment les gouvernements des Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier les conventions internationales qui contiennent des dispositions interdisant la discrimination fondée sur le sexe, et notamment

- la Convention des Nations Unies de 1957 sur la nationalité de la femme mariée, et
- la Charte sociale européenne ;

ii. de poursuivre avec détermination les différentes activités relatives à la situation de la femme qui figurent tant dans le Programme de travail 1973-1974 que dans le projet de Programme de travail 1975-1976, et de veiller à ce qu'elles soient menées à terme avec efficacité et coordination ;

iii. de veiller à ce que les différents projets de réformes législatives dans les Etats membres s'inspirent de principes communs et aboutissent à une substantielle harmonisation des législations ;

iv. de tenir compte du principe de non-discrimination lorsqu'il sera appelé à adopter le projet de recommandation relatif à la sécurité sociale de la femme non employée, actuellement en cours d'élaboration au sein du Comité d'experts en matière de sécurité sociale ;

v. d'étudier, le moment venu, la possibilité d'étendre à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe les dispositions de la directive communautaire en cours d'élaboration concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins."

33. La Commission des Affaires juridiques de l'Assemblée a organisé les 18 et 19 avril 1974 une réunion des "Ombudsmen" et Commissaires parlementaires des Etats membres du Conseil de l'Europe avec les membres de la Commission des Affaires juridiques.

Cette réunion était la première de ce genre à permettre une rencontre et une discussion sur des questions d'intérêt commun. Les débats étaient centrés sur les trois points suivants à l'ordre du jour :

- Echange d'informations et expériences entre les personnes titulaires de la charge d'Ombudsman, de Commissaire parlementaire ou de médiateur ;
- Examen de l'opportunité de nommer un Ombudsman européen ;
- Examen de l'opportunité de nommer une personne indépendante chargée d'assister les requérants dans l'introduction de leurs requêtes devant la Commission européenne des Droits de l'Homme.

VIII. Publications

34. Le Volume XV de l'Annuaire de la Convention européenne des droits de l'homme, couvrant l'année 1972, est paru en 1974. L'annuaire contient des informations générales concernant la Convention, la Commission et la Cour, une sélection des décisions sur la recevabilité des requêtes, les décisions du Comité des Ministres et les arrêts de la Cour, et des informations sur l'application de la Convention par les juridictions nationales de certains Etats membres.

Le Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme a publié en 1974 une brochure dans sa série "Sujets de jurisprudence" intitulée "Droits de l'homme et leurs limitations".

De son côté, le greffe de la Cour a assuré en 1974 la publication :

- de l'arrêt du 7 mai 1974 sur la question de l'application de l'article 50 de la Convention dans l'affaire Neumeister (Série A, n° 17);
- des mémoires et documents relatifs à l'interprétation de l'arrêt rendu le 22 juin 1972 dans l'affaire Ringeisen (Série B, n° 14);
- d'une nouvelle édition du règlement de la Cour.